

République Démocratique du Congo
Projet de Stabilisation et de Relèvement de l'Est de la RDC



Coordination Générale
Goma Nord-Kivu

**Projet de Stabilisation et de Relèvement de l'Est de la
RDC « STAR-Est »**

**Termes de Référence pour le recrutement de deux (02) Assistants
provinciaux au Programme THIMO du Projet de Stabilisation et de
Relèvement de l'Est de la RD Congo**

Réf. STEP - N° ZR-STAR EST-418835-CS-INDV

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a reçu un prêt d'un montant de (250 millions de dollars) de l'Association Internationale de Développement (IDA) au titre de Financement du Projet de Stabilisation et de Relèvement dans l'Est de la RDC'.

Le Projet de Stabilisation et de Relèvement de l'Est de la RDC (P175834) dont l'objectif de développement du projet est (i) d'améliorer l'accès aux infrastructures communautaires, (ii) d'améliorer la réintégration socio-économique et la résilience des individus affectés par le conflit, et (iii) de renforcer la gouvernance locale des administrations dans les provinces sélectionnées de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Le projet soutiendra une "plateforme de stabilisation" décentralisée, intégrée dans les administrations provinciales du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri et soutenue dans sa mise en œuvre par des approches de développement local et communautaire.

Le Projet a cinq composantes répartis de la manière suivante :

Composante 1 : Stabilisation à base communautaire (75 millions de dollars US)

Un minimum de 430 sous-projets dans 430 communautés représentées par des gouvernements locaux ou des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) sera ciblé dans la composante 1, avec un plafond de 150 000 dollars par communauté, basé sur l'expérience du STEP et supposant un coût global de 15 pour cent pour la facilitation et les frais généraux. Cette composante sera exécutée par le Fonds Social de la RDC.

Sous-composante 1.1 : Facilitation et renforcement des capacités pour la planification participative communautaire (10 millions de dollars).

Le projet soutient l'engagement communautaire par la sensibilisation et la mobilisation des communautés et par la participation à l'évaluation de la vulnérabilité et des besoins.

Sous-composante 1.2 : Investissements dans des infrastructures communautaires sociales et économiques résistantes au climat (65 millions de dollars US).

Cette sous-composante financera l'entretien, la réhabilitation et/ou la construction d'infrastructures socio-économiques prioritaires et résistantes au climat dans les communautés ciblées. Il s'agit notamment d'investissements dans l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement qui sont classés comme des infrastructures sociales par le FSRDC. Les investissements dans les infrastructures résistantes au climat comprennent la collecte des eaux de pluie, les panneaux solaires, les mesures d'efficacité énergétique, ainsi que la construction et l'entretien d'autres installations qui respectent les normes d'adaptation et d'atténuation.

Composante 2 : réintégration à base communautaire (120 millions de dollars)

Cette composante financera les moyens de subsistance et l'aide à la réintégration pour un maximum de 120 000 personnes.

Sous-composante 2.1 Travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre (THIMO) (68 millions de dollars).

Le THIMO engagera environ 35 000 travailleurs pour la construction ou la remise en état de 1 125 km de routes rurales.

Sous-composante 2.2 : Subventions en espèces pour les activités génératrices de revenus (AGR) (37 millions de dollars).

Jusqu'à 85 000 bénéficiaires recevront des subventions en espèces de 400 \$ pour financer des activités génératrices de revenus, qui seront versées en deux tranches alignées sur les dépenses.

Sous-composante 2.3 Soutien psychosocial (15 millions de dollars).

Des activités psychosociales seront proposées à tous les bénéficiaires du LIPW ou de subventions en espèces. Les activités de soutien psychosocial seront fournies sur la base d'un programme de soutien individuel ou de groupe, avec une substance et une durée de soutien adaptées aux besoins des bénéficiaires.

Composante 3 : Gouvernance décentralisée (20 millions de dollars)

Cette composante finance les institutions et les systèmes gouvernementaux nécessaires pour améliorer les moyens par lesquels les ressources du gouvernement et des partenaires extérieurs peuvent être utilisées pour soutenir la stabilisation et le redressement à moyen terme. Les activités soutenues seront étroitement liées au processus de développement inclusif et de planification de la paix soutenu dans le cadre de la composante 1, afin de garantir que le lien entre les priorités des citoyens, le processus de planification du développement gouvernemental, les revenus mobilisés et l'exécution du budget soit crédible et transparent, avec

un mécanisme clair de responsabilité et de retour d'information. Il sera étroitement coordonné avec d'autres partenaires.

Composante 4 : Gestion du projet, assistance technique et recherche (équivalent de 35 millions de dollars US)

Sous-composante 4.1 : Gestion du programme (20 millions de dollars)

La mise en œuvre sera décentralisée, situant la gestion du programme au sein des trois administrations provinciales respectives tout en conservant des liens au niveau national.

Sous-composante 4.2 : Assistance technique (15 millions de dollars)

Une assistance technique sera fournie pour la coordination et la gestion du processus DDRCS au niveau provincial, ainsi que pour le secrétariat chargé du suivi et de l'établissement de rapports sur l'allocation de prévention et de résilience (PRA) de l'IDA.

Sous-composante 4.3 : Recherche et apprentissage

Un projet de cette ampleur et de cette complexité nécessite des ressources dédiées au suivi et à la recherche. Plus de 15 ans d'expérience de la Banque mondiale dans les interventions visant à stabiliser l'est de la RDC indiquent qu'il faut privilégier le suivi, l'apprentissage et l'adaptation pendant le cycle du projet.

Composante 5 : Composante de réponse d'urgence contingente (CERC) (équivalent de 0 million de dollars US)

Cette composante à budget zéro permettra d'établir un fonds d'urgence en cas de catastrophe qui pourra être déclenché en cas d'urgence nationale telle que COVID-19. Dans un tel cas, les fonds de la catégorie des dépenses non allouées ou d'autres composantes du projet peuvent être réaffectés pour financer les dépenses de réponse aux besoins d'urgence. Cette composante soutiendra également la préparation et la réponse d'urgence des trois provinces aux risques naturels tels que la sécheresse, les inondations, ou une déclaration d'urgence par le CCRM.

La RDC se propose d'utiliser une partie de ces fonds pour le recrutement de deux Assistants au Programme des Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO) au sein de deux Unités de coordinations provinciales (Sud Kivu et Ituri) du Projet de Stabilisation et du Relèvement de l'Est de la RDC.

I. FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS

Sous la supervision administrative du Coordonnateur Provincial du Sud Kivu et/ ou de l'Ituri, et l'encadrement technique du Spécialiste en THIMO de la Coordination Générale, l'Assistant (e) au programme THIMO a la mission de veiller à la bonne exécution technique des sous-projets et des activités mis en œuvre au niveau provincial dans le cadre de la sous composante THIMO du Projet.

De façon générale, la mission de l'Assistant (e) **au programme THIMO** consiste à :

1. **Assister le Coordonnateur Provincial** (i) dans la recherche de solutions pratiques aux défis de mise en œuvre du Projet ; et (ii) dans ses relations avec les partenaires publics et privés ;
2. **Assister le Spécialiste en THIMO dans l'atteinte des résultats de la sous-composante THIMO**, par une stratégie ambitieuse, une planification proactive et une gestion rigoureuse des activités ;
3. **Assister le Spécialiste en THIMO dans la supervision de la mise en œuvre technique de la sous composante des THIMO** dans les communautés bénéficiaires, en particulier la valorisation et la protection de la main d'œuvre locale ;
4. **Assister le Spécialiste en THIMO en veillant à la qualité technique** des activités financées dans le cadre du Projet et en particulier celles des sous projets de THIMO et des infrastructures connexes et ce, à travers l'évaluation des sous projets et la préparation des études techniques et le suivi des travaux de construction et/ou de réhabilitation des infrastructures routières.

De façon spécifique, l'Assistant (e) au programme THIMO apporte son appui technique:

Au titre d'évaluation des sous projets et de préparation des études

- Dans l'évaluation des études techniques, les dossiers de tous les sous-projets de réhabilitation de pistes et de travaux de génie civil ou d'autres activités dans le cadre du Projet ;
- Dans des visites sur sites pour une prise de connaissance physique des sous-projets, du site de sa réalisation et collecte des données nécessaires à son évaluation ;
- Dans l'élaboration des termes de références des études techniques à mener sur les sous projets et sur les autres activités ;
- Dans l'élaboration d'un planning /suivi-exécution de réalisation des études ;
- Dans la coordination des études techniques relatives à la réalisation des sous-projets et autres activités;
- Dans le suivi et l'évaluation des contrats des bureaux d'études, du partenaire facilitateur THIMO et des entreprises.

Au titre de suivi des travaux des sous projets :

- Dans l'élaboration et à la mise à jour du répertoire des PME et des prestataires des services pré-qualifiés (bureaux d'études et de contrôle, consultants individuels, entreprise de génie civil) ;
- Dans la préparation des termes de références des études et la participation à la sélection des bureaux d'études pour le contrôle des travaux et des entreprises pour la réalisation des travaux ;

- Préparation des contrats des bureaux d'études pour le contrôle des travaux et des entreprises pour la réalisation des travaux ;
- Dans l'élaboration d'un planning /suivi-exécution des travaux ;
- Dans le suivi d'exécution des sous-projets conformément aux exigences techniques et procédures du Projet ;
- Dans le déploiement des bureaux contrôle, suivi et évaluation de leurs contrats des prestataires de services de contrôle des travaux ;
- Dans le déploiement des entreprises pour la réalisation des travaux, suivi et évaluation des prestataires d'exécution des travaux ;
- Dans l'élaboration, en collaboration avec les autres experts, des supports de collecte et de traitement des données pour l'évaluation des sous-projets ;
- Dans la collecte, le traitement, l'organisation, l'analyse et la production des données nécessaires sur l'exécution physique, technique et financière des sous projets ;
- Dans la formalisation avec les partenaires du circuit de collecte de données pour le suivi/exécution ;
- Dans la préparation des rapports d'exécution physique, technique et financière des sous projets ;
- Dans l'identification des besoins en renforcement des capacités des partenaires techniques.

II. PROFIL REQUIS

Les qualifications et aptitudes requises pour cette mission sont les suivantes :

- Avoir un niveau d'instruction Bac+3 dans les domaines des travaux publics, de l'aménagement, du génie civil ou rural ou équivalent;
- Avoir suivi avec succès une formation de chef de chantier aux Technique HIMO ;
- Avoir une expérience globale d'au moins 5 ans dans le domaine de construction et ou réhabilitation des infrastructures routières dont au moins 3 ans dans la réalisation des travaux avec approche HIMO ;
- Avoir trois références en qualité de superviseur des travaux routiers avec approche HIMO ;
- Avoir une expérience avérée dans la gestion de travaux comprenant un nombre important d'ouvriers ;
- Avoir une expérience en organisation et gestion des chantiers, formations, et systèmes de paiements disséminés et dans des zones à sécurité volatile ;

- Avoir une expérience des projets financés par les bailleurs internationaux, de préférence la Banque mondiale ;
- Avoir une connaissance des méthodes d'entretien, de préférence à partir des techniques HIMO ;
- Être apte à travailler dans une équipe multidisciplinaire ;
- Avoir une expérience dans des zones à sécurité volatile et être prêt à gérer des situations stressantes ;
- Être capable de communiquer dans les langues locales (Swahili) et la connaissance de l'anglais est un atout;
-
- Avoir une très forte motivation pour une mission compliquée, et être très dynamique.

III. DUREE DE LA MISSION ET LIEU D'AFFECTION

La durée du contrat est de 12 mois avec possibilité de renouvellement

Le poste est basé à **Bukavu et/ou à Bunia**. Le candidat aura à effectuer des missions sur le terrain sur les axes routiers de l'aire de la province de son affectation dans le cadre de l'exercice de sa fonction.

IV. PROCEDURES DE RECRUITMENT

Le processus de passation des marchés sera conduit par la méthode de sélection des consultants individuels par approche ouverte conformément à la Nouvelle Règlementation de passation des marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), Fournitures, Travaux, Services Autres que des Services de Consultants et Services de Consultants de **Juillet 2016, Révisée en Novembre 2017, Août 2018, Novembre 2020 et Septembre 2023**.

Les fonctionnaires ou Agents des structures publiques centrales ou provinciales peuvent faire acte de candidature, mais, en cas de recrutement, le candidat fonctionnaire retenu devra au préalable obtenir une mise en détachement (cf. articles 23, 32, 33 et 34 du statut des fonctionnaires)